



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Union africaine

Dixième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique

Dakar, 23-25 mars 2017

Dialogue de haut niveau sur le thème « Croissance, inégalité et chômage »

Points saillants

L'Afrique a enregistré une croissance économique spectaculaire ces 15 dernières années. C'est ainsi que la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel est passé d'un taux quasiment nul dans les années 1980 à un taux vigoureux de 4,5 % par an entre 2001 et 2014, avec toutefois d'importantes variations entre les pays. Depuis, la croissance a ralenti en raison de la baisse des cours des produits de base ces dernières années. Il n'empêche que de nombreux pays ont enregistré un taux de croissance supérieur à 5 %.

Cette croissance soutenue s'est accompagnée d'une forte inégalité des revenus. On en veut pour preuve que sur les 10 pays les plus inégalitaires au monde sept sont africains. Certes, le continent a constamment progressé dans les domaines de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie, mais ces avancées ont été lentes et entravées par de fortes inégalités qui affaiblissent l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois.

La croissance économique est un préalable à la création d'emplois et l'emploi permet de sortir de la pauvreté. Or, la croissance économique enregistrée depuis le début du siècle n'a pas permis de créer des emplois décents et de qualité en nombre suffisant pour absorber les plus de 10 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. La plupart des travailleurs du continent, en particulier les femmes et les jeunes, restent confinés dans l'économie informelle et le secteur rural, qui souffrent de la faiblesse des rendements, des revenus et d'une éventuelle protection sociale.

L'accès à des données fiables est jugé important pour l'élaboration de politiques basées sur des faits et pour le suivi des progrès. Même si la production de statistiques sociales et économiques en Afrique s'est améliorée ces 20 dernières années, les données ne sont pas toujours disponibles sous une forme aisément accessible, ce qui les rend guère utiles pour les activités économiques et la création d'emplois. La mise en œuvre tant de l'Agenda 2063 que du Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige que toutes les parties prenantes aient aisément accès à des données fiables provenant de diverses sources.

Questions autour desquelles devrait s'articuler le débat :

- Quelles stratégies, mesures d'accompagnement et dispositions institutionnelles faut-il pour maintenir l'élan de croissance obtenu par les pays africains ?
- Quelles politiques budgétaires et monétaires et quels mécanismes de coordination sont à même de favoriser une croissance durable et inclusive sans entraîner d'effets négatifs (volatilité des prix et instabilité financière) ?
- Quels sont les défis que les décideurs doivent relever au niveau national pour lutter contre les différentes inégalités, en particulier les inégalités de genre et les inégalités horizontales ?
- Quels sont les moyens d'intervention utilisés par les pays ayant réussi à réduire les inégalités tout en favorisant la croissance économique ? Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de leur expérience ?
- Quelles politiques les États membres doivent-ils adopter pour encourager le développement harmonieux du secteur privé au service de la création d'emplois inclusifs et productifs, en particulier pour les jeunes ? Comment peut-on améliorer le partenariat public-privé ?
- Comment les bureaux nationaux de statistique peuvent jouer le rôle moteur qui devrait être le leur dans les initiatives relatives aux données ouvertes dans les États membres ? Comment devrait-on renforcer les systèmes de données aux fins de l'élaboration de meilleures politiques ?